

« Financer des sociétés résilientes, des territoires robustes »

« *Financer des sociétés résilientes, des territoires robustes* », le rapport à la Déléguée interministérielle au développement durable (Commissariat général au Développement Durable) établi par Hervé Juvin, président d'Eurogroup Institute et membre du Comité de pilotage de Secure Finance, est à lire absolument.

Parce qu'il prévient d'emblée que « *ses [premières] pages peuvent paraître étranges comme introduction à une étude financière réalisée avec des praticiens du secteur. Mais [que] décrire l'origine et la logique des questions posées aujourd'hui est indispensable pour y trouver des réponses efficaces et non superficielles ou de circonstance* ».

Parce qu'il établit ensuite que :

- la mise en place de nouveaux indicateurs est une condition nécessaire au progrès des territoires et de la société.
- retrouver une congruence pertinente entre collecte des dépôts et crédits à l'économie locale, nationale, régionale est une condition de la stabilité et de la sécurité du système de financement, notamment par l'intermédiaire de banques régionales de plein exercice.
- placer les marchés financiers et les banques au service des territoires et des sociétés humaines, rétablir la primauté industrielle, clé de l'innovation et des gains de productivité, doit être le fait de la volonté politique, de règles d'ordre public, d'incitations fiscales et réglementaires, expression des préférences collectives et que, le cas échéant, c'est à la loi de corriger, reconstruire, refonder, ce que la dérégulation a défait.
- le progrès de la finance directe n'est pas une solution de substitution à l'intermédiation bancaire, mais un moyen, à certaines conditions, d'intégrer des préférences extrafinancières dans les allocations de ressources et de rendre leur place au lien et à la proximité territoriales.
- le ralentissement des opérations financières, la réduction de la volatilité et les freins à la liquidité sont les moyens de la reprise en main par les sociétés humaines des sujets de financement qui sont les sujets de leur futur.
- la séparation entre les banques, le crédit de l'Etat et le système de paiement est un autre élément de la résilience des sociétés politiques ; aucune Nation ne peut être durablement placée sous la contrainte de banques trop grosses pour ne pouvoir faire faillite.
- la perte des limites à la convoitise, à la croissance et à l'accumulation, qui a mobilisé toutes les ressources de l'innovation, a constitué l'élément déclencheur de la crise, et surtout un élément destructeur des ressources matérielles et structurelles des sociétés humaines.
- pour l'Europe continentale, la régulation se tromperait de cible, qui porterait seulement sur les banques et les sociétés d'assurance, et négligerait les marchés financiers, les systèmes de production des prix, les produits financiers eux-mêmes, aussi bien que les acteurs de la « banque de l'ombre », les opérations hors bilan, qui sont l'acteur clé de dissémination de la crise américaine.
- la sortie de l'anarchie des échanges, l'abandon d'une idéologie de la mobilité sans frein comme valeur première, idéologie qui détruit les sociétés humaines et réduit les territoires à des espaces indifférents, fait d'eux de purs objets de marché, à exploiter et coloniser, est la première condition d'engagement de l'action de progrès.

Et enfin, parce qu'il fait enfin, sur la base de (et en réponse à) ces analyses, dix « propositions décisives », courageuses, cohérentes et pertinentes pour « Financer des sociétés résilientes, des territoires robustes » : ce qui devrait être l'objectif majeur de la France et de toute l'Union

européenne.

Un texte de référence à lire absolument dans notre base « Ressources documentaires », Divers, France, documents, dossiers, études et analyses, « Financer des sociétés résilientes, des territoires robustes ».